

Saumur Agglopropreté

201, boulevard Jean Moulin

BP 90036

49401 SAUMUR Cedex

02 41 50 44 67

accueil@agglopropre49.fr

RAPPORT DU MANDATAIRE

Ville de Saumur

**Exercice
du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022**

SOMMAIRE

Partie 1. La vie de la société	4
1. LA VIE SOCIALE.....	4
1.1. La gouvernance et les mandataires sociaux.....	4
1.2. L'Actionnariat.....	5
1.3. Le contrôle analogue	5
1.4. Les commissaires aux comptes	6
1.5. Les contrôles externes	6
2. Le personnel de la société	7
2.1. Effectif et mouvements de personnel.....	7
2.2. Organigramme.....	8
2.3. Nombre de contrat et turn-over	9
2.4. Moyenne d'âge et ancienneté	10
2.5. Intérim	11
2.6. Politique de santé – Sécurité au travail.....	11
2.7. Plan de développement des compétences	12
Partie 2. L'activité opérationnelle de l'exercice écoulé.....	14
Partie 3. La présentation des comptes annuels	18
1. PRINCIPAUX CHIFFRES.....	18
2. ANALYSE DU BILAN.....	19
2.1. DETAIL ACTIF - PASSIF	19
2.2. PRINCIPAUX RATIOS DU BILAN	21
2.3. SITUATION DE LA TRESORERIE	21
3. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT.....	22
3.1. LE RESULTAT D'EXPLOITATION	23
3.2. LE RESULTAT FINANCIER	28
4. LE CALCUL DE L'IMPOSITION DE LA SOCIETE.....	28
5. INFORMATIONS SUR LE SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS DE L'EXERCICE ...	29
6. DISTRIBUTION DES DIVIDENDES.....	29
7. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE	29
8. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	30
Partie 4. Engagements de la collectivité au sein de la SPL Saumur Agglopropreté ...	32
1 CAPITAL SOUSCRIT.....	32
2 AVANCE EN COMPTE COURANT D'ASSOCIE.....	32
3 GARANTIE D'EMPRUNT	32
4 LES CONVENTIONS ET CONTRATS.....	32
Partie 5. Apports de la SPL à la collectivité.....	34

1	<i>Rappel : présentation de l'outil SPL</i>	34
2	<i>LES SERVICES RENDUS A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION</i>	35
Partie 6. Exercice du mandat d'administrateur		36
1.	<i>LES REPRESENTANTS DE LA CASVL AU SEIN DE LA SPL</i>	36
2.	<i>FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION</i>	36
3.	<i>ASSEMBLEE GENERALE</i>	37

Partie 1. LA VIE DE LA SOCIETE

1. LA VIE SOCIALE

1.1. LA GOUVERNANCE ET LES MANDATAIRES SOCIAUX

La société est administrée par un Conseil d'administration.

Par délibération en date du 27 mai 2014, le Conseil d'administration a opté pour la dissociation des fonctions de Président et de Directeur général.

Suite au renouvellement des représentants de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire lors du Conseil communautaire du 30 juillet 2020, M. Gérard POLICE a été désigné pour assurer la fonction de Président de la société par délibération du Conseil d'administration du 10 septembre 2020, pour la durée restante de son mandat d'élu.

Le Conseil d'Administration du 27 avril 2021 a décidé d'attribuer une rémunération au Président du Conseil d'Administration et a décidé de fixer le montant de cette rémunération brute mensuelle à 486,17 euros. Conformément à l'article L. 1524-5 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Communautaire du 15 février 2021 a autorisé le Président du Conseil d'Administration à percevoir cette rémunération.

Le Conseil d'Administration du 13 décembre 2022 a fixé l'indemnité du Président à 435 € net mensuel.

En 2022, la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a désigné Madame Nicole MOISY en tant que représentante au Conseil d'Administration de la SEMA-E en remplacement de Monsieur Éric TOURON. Madame Nicole MOISY est Vice-présidente de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire chargée du contrôle analogue.

Suite à la démission de Madame Aurélie Kaminski, le Conseil d'Administration, lors de sa réunion du 14 décembre 2021, a désigné Monsieur David GOUDET en tant que Directeur général, à partir du 15 janvier 2022 et pour une durée indéterminée.

Le tableau suivant récapitule les différents mandats ou fonctions exercées par les différents mandataires sociaux dans d'autres sociétés.

NOM	FONCTIONS	PERIODE	MANDAT EXERCE DANS UNE AUTRE SOCIETE	
Gérard POLICE	Président	Depuis le 10/09/2020	Néant	
Aurélie KAMINSKI	Directrice générale	Du 19/11/2014 au 15/01/2022	Du 19/11/2014 au 15/01/2022	Directrice générale – SémA-E
David GOUDET	Directeur général	A partir du 15/01/2022	A partir du 15/01/2022	Directeur général de la SEMA-E

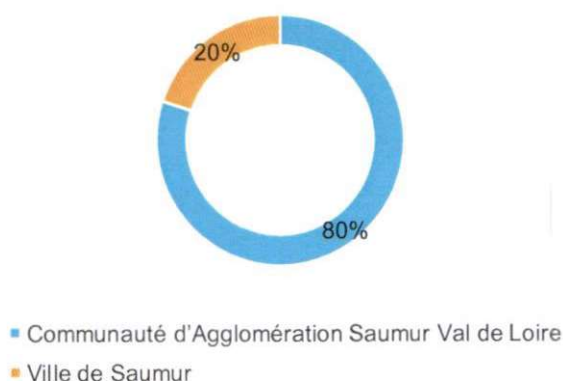
1.2. L'ACTIONNARIAT

Le tableau ci-dessous récapitule l'actionnariat et la répartition des postes d'administrateurs à la clôture de l'exercice écoulé.

SOCIETE PUBLIQUE LOCALE SAUMUR AGGLOPROPRETE
SITUATION ADMINISTRATIVE AU 31/12/2020
CAPITAL DE 100 000 EUROS DIVISE EN 100 ACTIONS DE 1 000 EUROS.

ACTIONNAIRE	%	NOMBRE D'ACTIONS	REPRESENTANT LORS DE L'AG	REPRESENTANTS LORS DES CA
Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire	80 %	80	M. Christian RUAULT	Madame Sylvie BEILLARD Monsieur Jackie GOULET Madame Nicole MOISY Monsieur Grégory PIERRE Monsieur Gérard POLICE Madame Sylvie PRISSET Monsieur Christian RUAULT Madame Jacqueline TARDIVEL
Ville de Saumur	20%	20	M. Bruno PROD'HOMME	Monsieur Kong-Mong CHA Monsieur Bruno PROD'HOMME

Actionnariat de la SPL Saumur Agglopropreté



1.3. LE CONTROLE ANALOGUE

Un dispositif de contrôle renforcé a été instauré et approuvé de manière concordante par décision n° 2018-013DB du Bureau de la Communauté d'Agglomération en date du 25 janvier 2018 et par délibération n°2018-13 du Conseil municipal de la Ville de Saumur en date du 9 février 2018.

Dans le cadre du nouvel exécutif et de la désignation d'un Vice-président spécifiquement en charge du contrôle analogue des SPL, il a été proposé de mettre en œuvre un nouveau règlement de contrôle analogue. Ce nouveau règlement a été approuvé par le Bureau de la Communauté d'Agglomération du 11 février 2021.

1.4. LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le tableau ci-dessous récapitule les mandats des commissaires aux comptes.

NOMS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	DUREE DU MANDAT (DANS LES STATUTS)
Titulaire : TGS France AUDIT, représenté par M. Sylvain Bégenne	6 ans

Conformément à l'article 23 des statuts, le mandat du Commissaire Aux Comptes, TGS France AUDIT, a été renouvelé en 2019.

Il prendra fin à l'issue de la période de 6 ans et sera donc renouvelable lors de l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes annuels clos au 31 décembre 2024.

Le Commissaire Aux Comptes rendra son rapport annuel selon les délais réglementaires en vigueur. Ce rapport sera examiné lors de l'Assemblée Générale.

1.5. LES CONTROLES EXTERNES

La société n'a pas été contrôlée en 2022 par un organisme extérieur.

2. LE PERSONNEL DE LA SOCIETE

2.1. EFFECTIF ET MOUVEMENTS DE PERSONNEL

Au 31 décembre 2022, la société compte 74 salariés (en contrat à durée indéterminée et déterminée) et 9 fonctionnaires territoriaux détachés, soit 83 personnes physiques, correspondant à 79,52 Equivalents Temps Pleins (ETP) sur l'ensemble de l'année.

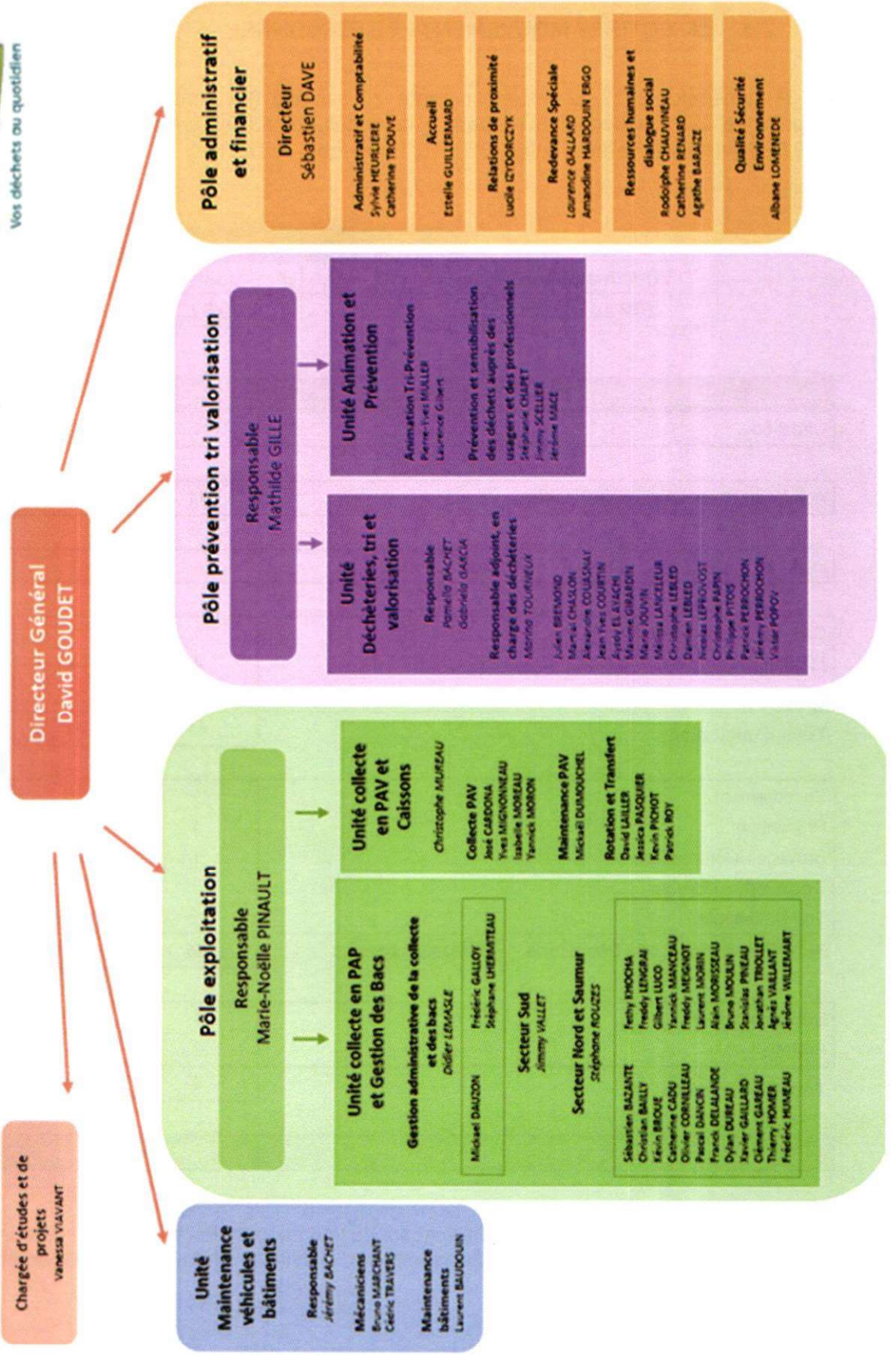
	2021	2022	Evolution
Effectif au 31/12	82	83	1,22%
ETP au 31/12	76,98	79,52	3,59%

Emplois au 31/12/2021 (CDI et CDD)	NB. PERS.	NB. ETP	ETP en %
Direction	1	0,2	0,26%
Administratif / Financier / RH / QSE	11	10,23	13,36%
Etudes	1	1	1,29%
Collecte / Encadrement	1	1	1,31%
Maîtrise	4	4	5,22%
Collecte	36	36	47,02%
Total Exploitation	41	41	53,55%
Encadrement	1	0,9	1,18%
Prévention	4	3,8	5,22%
Broyage - Compostage	1	1	1,31%
Déchèterie - Maîtrise	3	3	3,92%
Tri / Déchèterie	16	15,29	19,97%
Total Prévention - Tri / Déchèterie – Relation Usagers	25	23,99	31,33%
Entretien / Maîtrise	1	0,73	0,95%
Entretien	3	2,37	3,10%
Total Maintenance	4	3,1	4,05%
TOTAL	83	79,52	100,00%

Par ailleurs, Saumur Agglopropreté embauche tout au long de l'année des intérimaires pour pallier des absences ou répondre à des surcroits d'activité, conformément au Code du travail.

2.2. ORGANIGRAMME

Organigramme : Décembre 2022

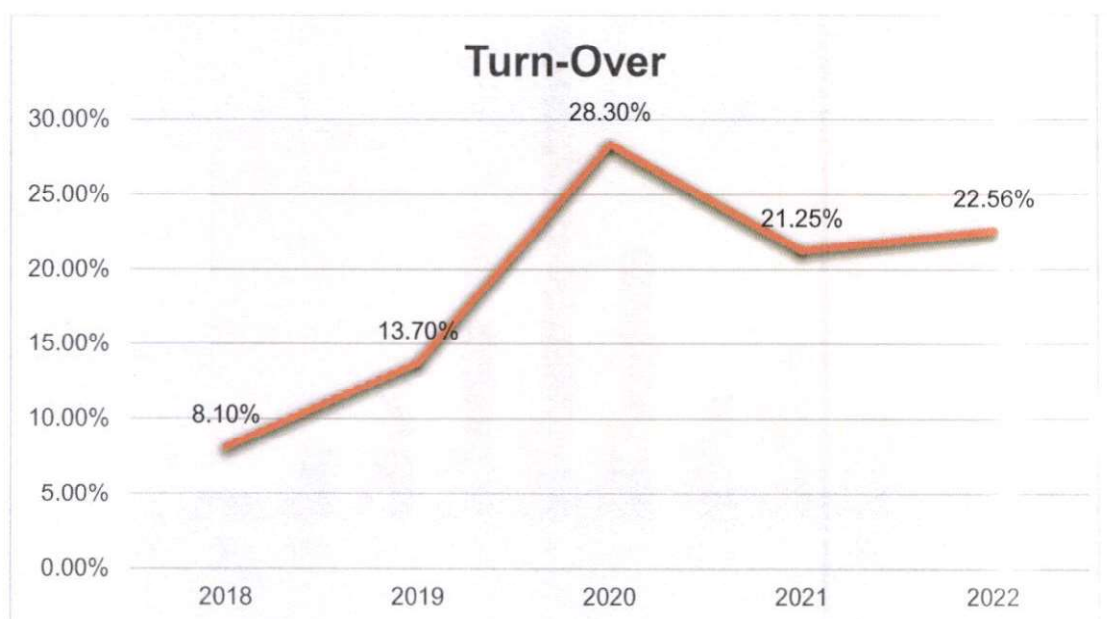


2.3. NOMBRE DE CONTRAT ET TURN-OVER

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	VARIATION
CDD	3	2	3	3	2	-33,33%
CDI et Détachés	51	54	79	79	81	2,53%
Total	54	56	82	82	83	1,22%

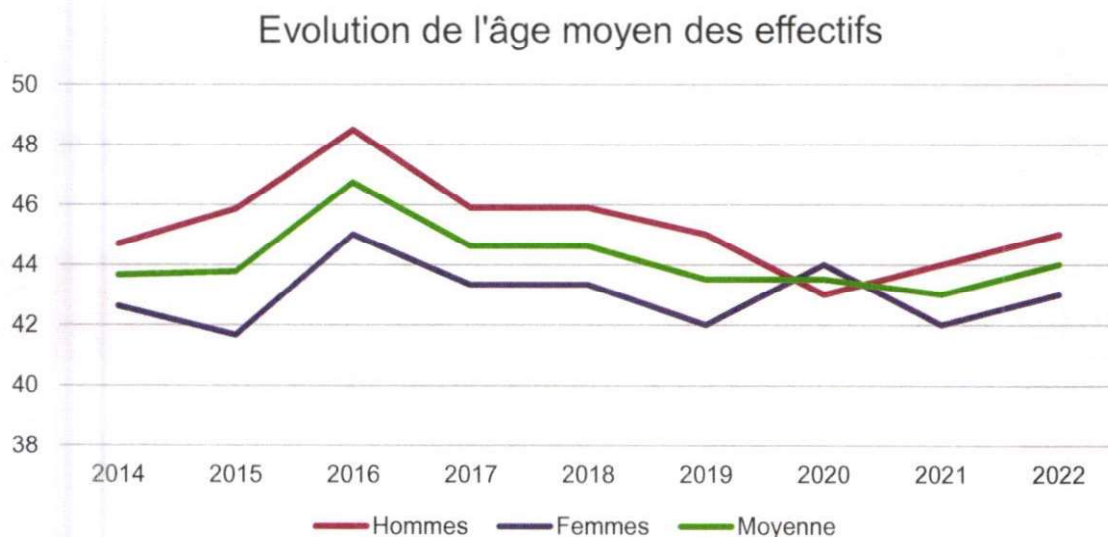
Le nombre de CDD est moins conséquent que sur l'année passée. Ceci est lié à l'embauche en CDI de personnel expliqué par la reprise des territoires de Doué et de Gennes.

ANNEE	TURN-OVER	NOMBRE D'ARRIVEES	NOMBRE DE DEPARTS	EFFECTIF AU 1 ^{ER} JANVIER
2022	22,56%	19	18 (8 fin de CDD, 1 rupture conventionnelle, 8 démissions, 1 licenciement)	82
2021	21,25%	17	17 (7 fin de CDD, 3 démissions, 3 rupture conventionnelle et 3 départs à la retraite, 1 fin de détachement)	80
2020	28,3%	31	8 (3 fin de CDD, 3 démissions, 1 rupture conventionnelle et 1 départ à la retraite)	69
2019	13,7%	9	5 (dont 3 ruptures conventionnelles et 1 licenciement pour inaptitude)	51
2018	8,1%	5	3 (dont deux pour inaptitude)	49



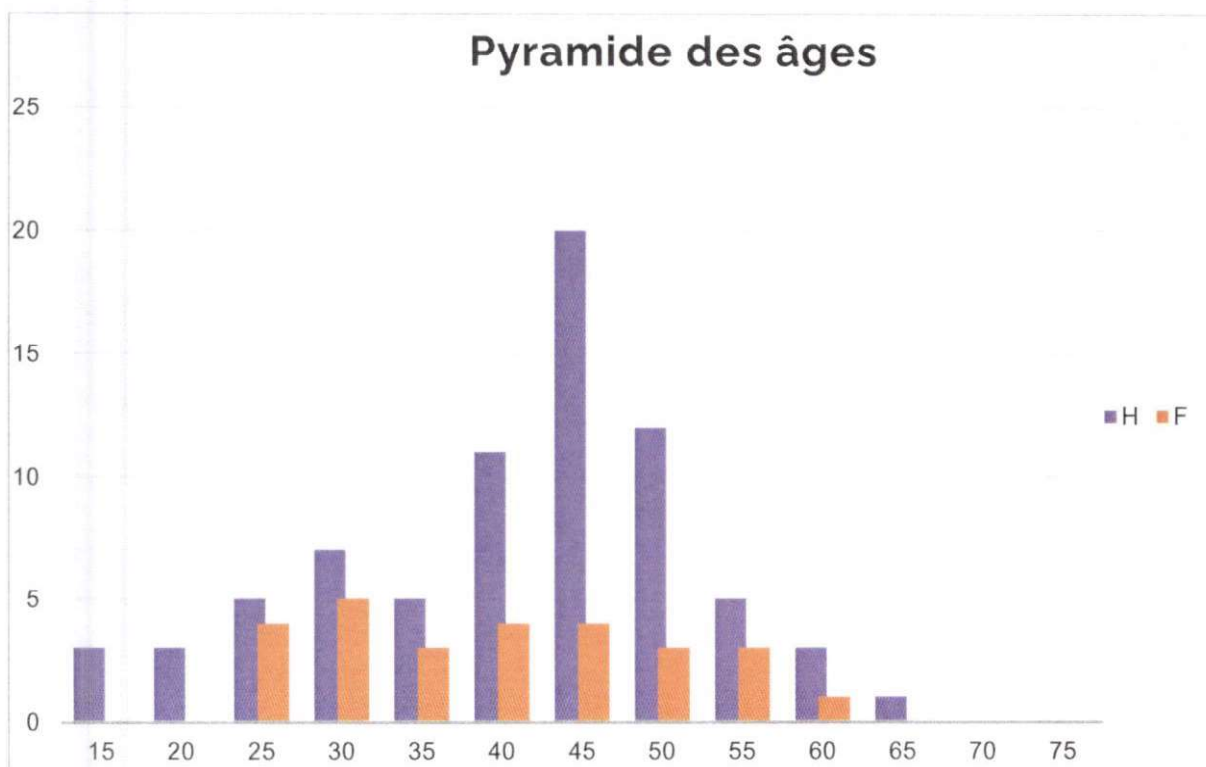
Le turn-over est en légère hausse. Cette hausse s'explique en partie par des recrutements sur les déchèteries et la collecte en PAV liés à la reprise du secteur Ouest.

2.4. MOYENNE D'AGE ET ANCIENNETE



Au 31/12/202, l'âge moyen global est de 44,00 ans :

- 45 ans pour le personnel homme (62 salariés)
- 43 ans pour le personnel femme (21 salariées)



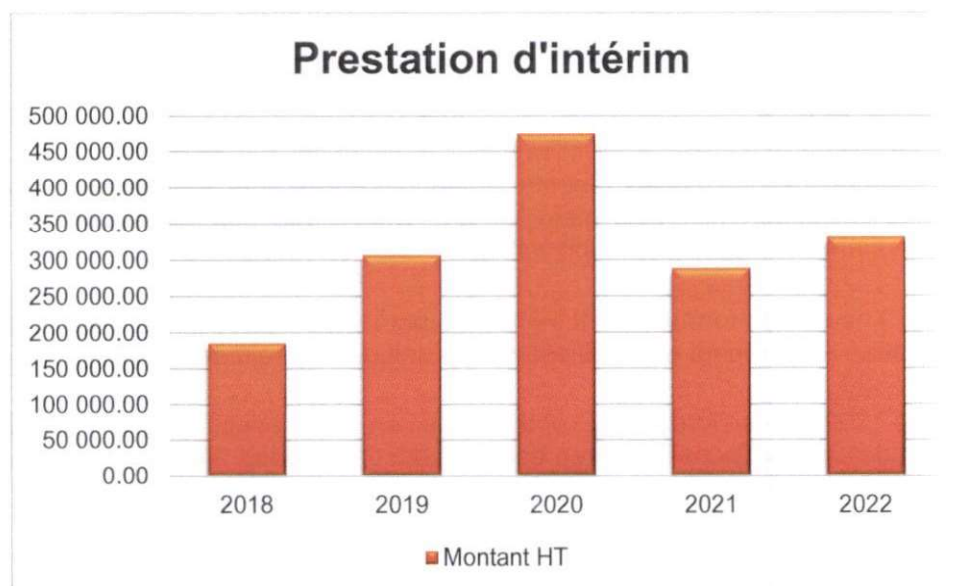
La pyramide des âges 2022 s'étire en raison de l'internalisation des contrats d'été (remplacement des congés estivaux par des étudiants).

2.5. INTERIM

La société a recours à l'intérim pour des besoins classiques : accroissement d'activité, remplacement d'arrêts maladie ou d'accident du travail.

Les prestations d'intérim ont augmenté entre 2021 et 2022 mais reste en dessous du montant de l'année 2020. La hausse de l'intérim s'explique par la reprise de deux nouveaux territoires : celui de Gennes et celui de Doué.

Le budget intérim était encore en phase de stabilisation en 2022, dans l'attente de l'internalisation en 2023 de l'activité collecte sur le secteur de Doué.



2.6. POLITIQUE DE SANTE – SECURITE AU TRAVAIL

Saumur Agglopropreté accorde une place importante à la sécurité de ses salariés. Cela se traduit par une animation de la sécurité au sein de l'entreprise et une recherche d'amélioration continue en matière de prévention des risques professionnels.

Les nouveaux salariés, y compris les contrats CDD et intérimaires, reçoivent une formation en interne afin de connaître les risques du métier et la sécurité à respecter. Des sensibilisations ont régulièrement lieu au sein des différents services sur des sujets divers liés à la sécurité.

Le document unique d'évaluation des risques est mis à jour chaque année, et en découle un programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail. Ces actions peuvent impliquer des formations et sensibilisations, des achats d'équipements et la mise en place de procédures.

Parmi les actions effectuées en 2022, les plus importantes sont les suivantes :

- Les trousse de secours des camions et les armoires à pharmacie des déchèteries ont été revues. Les déchèteries ont notamment été équipées de rince-œil ;

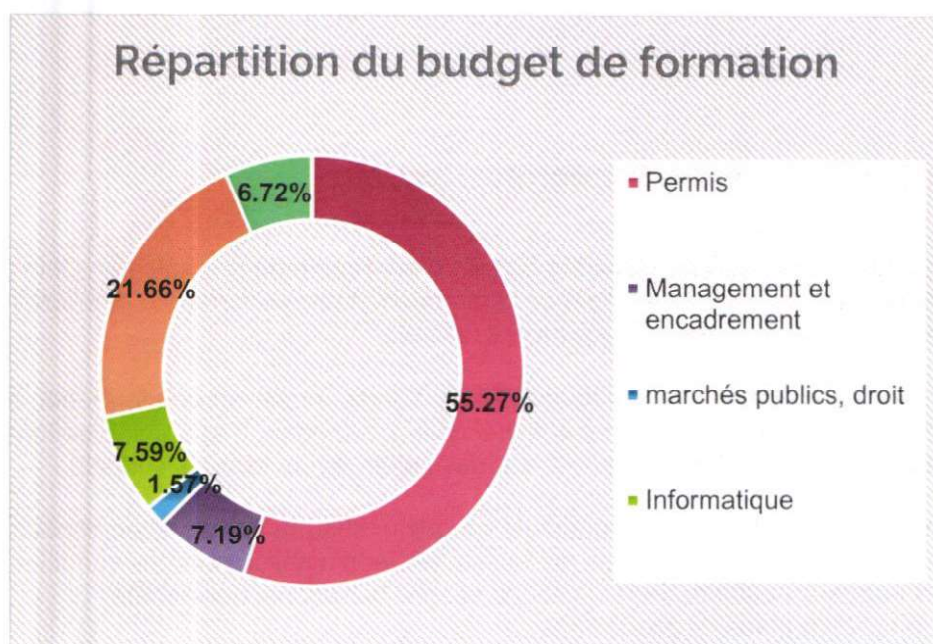
- Une grande partie des salariés a été formée à la manipulation des extincteurs et les employés de bureau également à l'évacuation. Le reste du personnel sera formé à la manipulation d'extincteurs en 2023 ;
- La journée de sensibilisation routière organisée le 29 juin a été l'occasion de sensibiliser le personnel aux différents risques routiers tout en passant un moment convivial ;
- Au quatrième trimestre 2022, les ripeurs ont essayé des casques de type casque de vélo, dans le but de les rendre obligatoires en 2023. Pour faciliter la mise en place, les agents ont pu choisir un modèle parmi une présélection faite selon les recommandations d'autres entreprises en ayant déjà mis en place. Ces casques permettront de protéger la tête des ripeurs en cas de chute du marchepied ;
- Achat de petit équipement individuel et collectif ainsi que des petites modifications de gros équipement ont également eu lieu, dans le but d'assurer la sécurité des employés et d'améliorer leurs conditions de travail.

2.7. PLAN DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES

Conformément aux obligations légales, Saumur Agglopropreté se dote annuellement d'un plan de développement des compétences pour maintenir à jour les formations obligatoires des salariés, mais également pour développer leur employabilité.

En 2022, 1079 heures de formation ont été suivies par l'ensemble du personnel de la SPL. Ce volume de formation a été réparti entre 68 personnes uniques au sein de l'entreprise.

Pour l'année 2022, les formations obligatoires en lien avec l'activité de la société (renouvellement de permis/Caces/FCO) représentent encore une fois à elles seules plus de 50% du budget dédié aux formations.



Grace à un partenariat avec les services de santé au travail qui réalisent en partie, gratuitement les formations SST, la part des formations en lien avec la sécurité et les risques professionnels n'impacte pas le budget de formation alors qu'elle représente 13,62% du temps passé en formation.



La répartition des heures de formation apparaît en faveur des hommes mais équivaut à la répartition des effectifs entre femmes et hommes dans l'entreprise (25,30% de femmes et 74,70% d'hommes).

Bilan financier du plan de développement des compétences 2022

Le plan de développement des compétences 2022 représente un investissement en termes de coûts pédagogiques de 22 254,50€, soit 0.97% de la masse salariale brute.

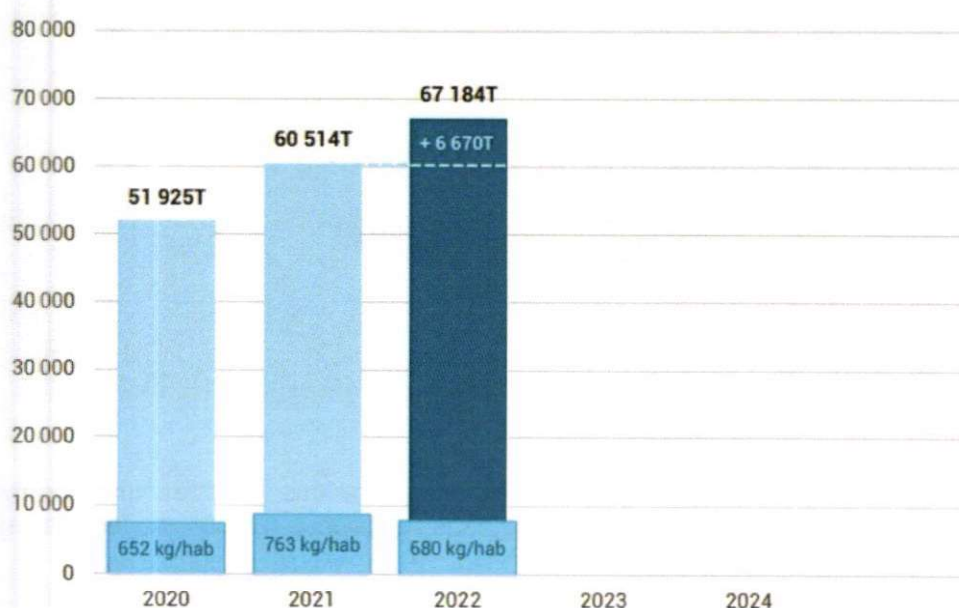
Depuis 2020 et la réforme de la formation professionnelle, l'intégralité du budget (sauf exceptions) est à la charge de l'entreprise qui ne bénéficie donc plus de prise en charge par son OPCO.

Au travers de différents dispositifs, Saumur Agglopropreté a pu cependant bénéficier d'aide à hauteur de 5 465 € soit 10.26% de son investissement formation.

Partie 2. L'ACTIVITE OPERATIONNELLE DE L'EXERCICE ECOULE

L'essentiel de l'activité de Saumur Agglopropreté en 2022 est lié à la mise en œuvre du contrat de quasi-régie avec la Communauté d'agglomération.

Les éléments ci-dessous présentent une vision synthétique de l'activité opérationnelle de l'année 2022. Pour plus de détail, il importe de se reporter au rapport d'activité de l'année 2022.



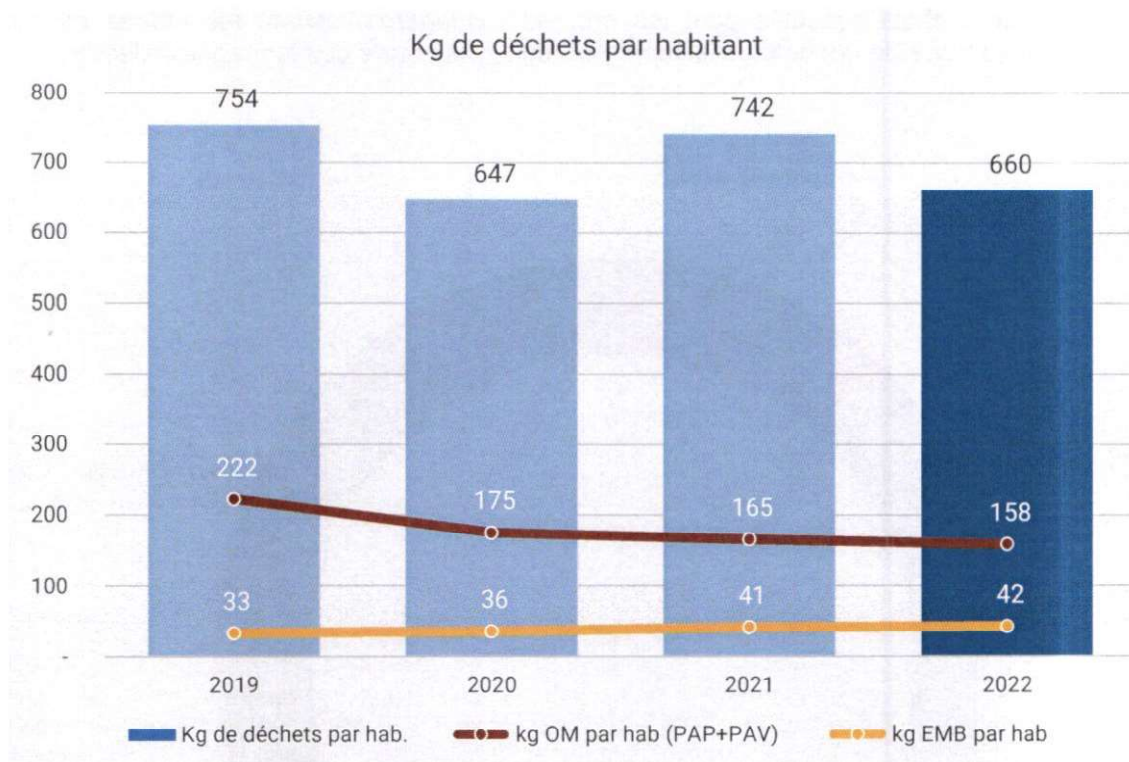
La quantité des déchets collectés (PAP + PAV + déchèteries) représente 67 184 tonnes en 2022, en hausse de 11%% par rapport à 2021.

Cette augmentation est due à la hausse du périmètre, avec l'intégration du secteur Ouest.

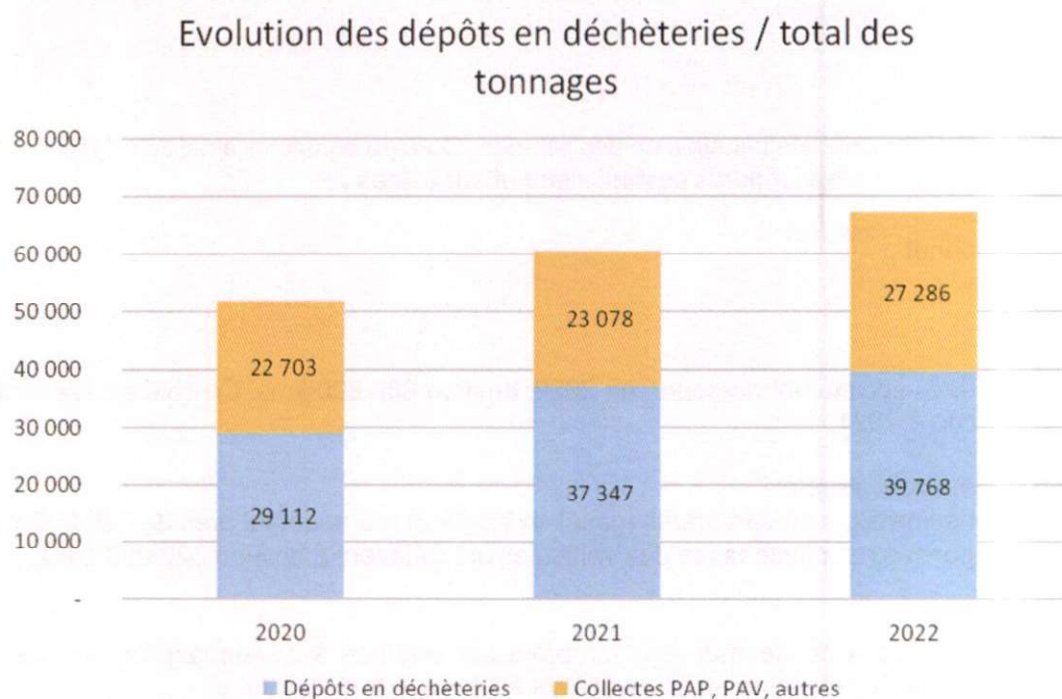
Cette hausse de 11% en valeur absolue est à rapporter à la hausse du périmètre collecté, qui a augmenté de 25%. En effet, Saumur Agglopropreté collecte depuis le 1^{er} janvier 2022 un peu plus de 100 000 habitants contre 81 522 en 2021.

On constate ainsi une baisse de la production de déchets par habitants.

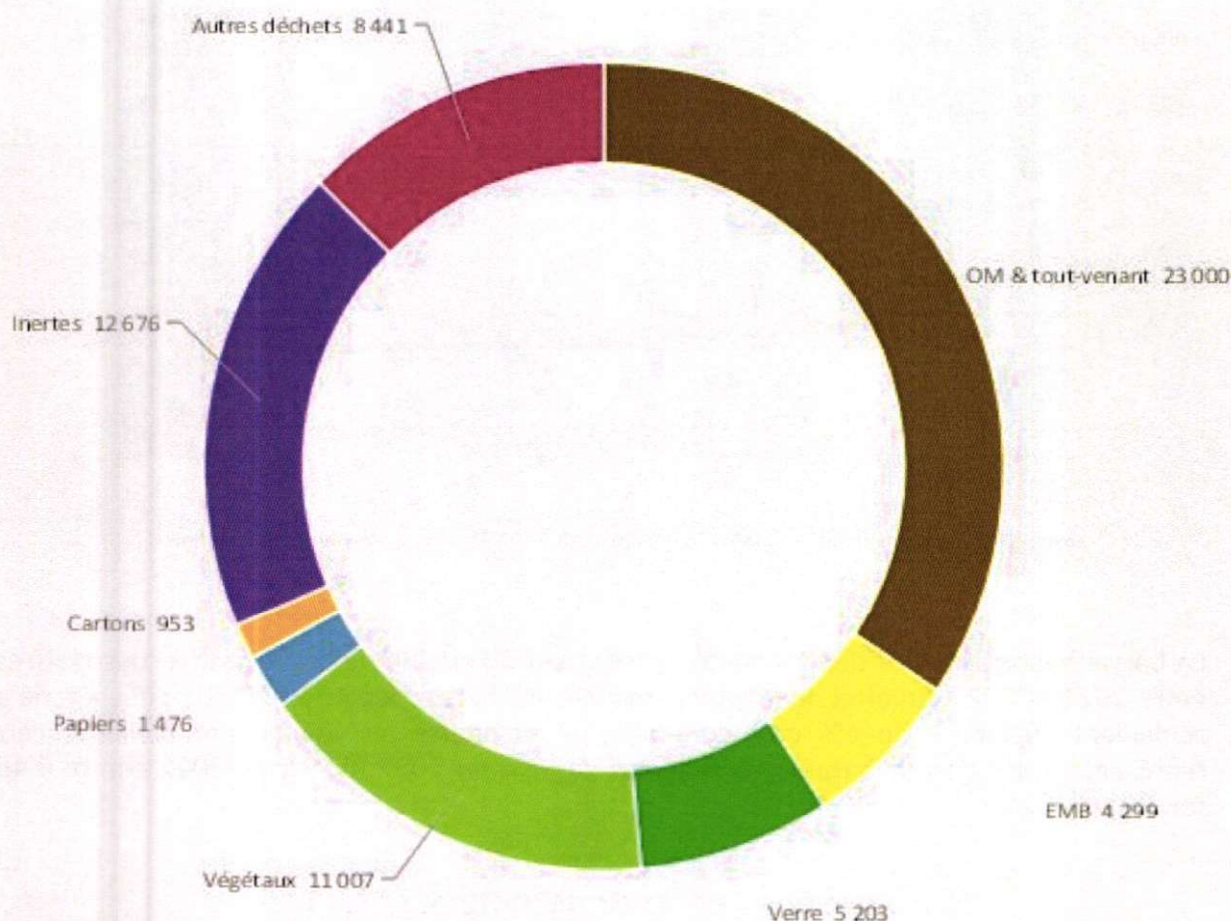
De même, le traitement des déchets s'améliore d'année en année, avec une baisse des ordures ménagères collectées et une hausse des emballages.



La baisse importante des dépôts en déchèteries est à l'origine de l'amélioration des chiffres entre 2021 et 2022. En effet, le montant total des déchets collectés en 2022 en déchèterie a seulement augmenté de 6% en valeur absolue. Rapporté au volume par habitant, cela représente une baisse des tonnages collectés de 15% en 2022 (0,39 t en 2022 contre 0,46 tonnes en 2021).



Les principaux déchets collectés sont les ordures ménagères, devant les inertes et les végétaux. Ces trois types de déchets constituent plus des trois-quarts des tonnages collectés.



Des compteurs routiers ont été installés en déchèteries. On a pu constater ainsi 268 915 passages en déchèteries dans l'année, répartis essentiellement sur 3 sites :

- Bellevue ;
- Clos Bonnet ;
- Longué.

Les véhicules de la société ont parcouru, en 2022, environ 680 000 kms. Ce chiffre est en baisse de 6% par rapport à 2021.

Ces déplacements ont généré :

- une consommation de carburants (gasoil et bioGNV) représentant près de 440 000 € HT ;
- des dépenses de maintenance des véhicules qui s'élèvent à environ 320 000 € HT.

Par ailleurs, les équipes de Saumur Agglopropreté ont continué à développer les services aux usagers, les actions de prévention et à sensibiliser les habitants du territoire :

- 488 animations scolaires et extra-scolaires ont été organisées (contre 370 en 2021) ;
- 3 692 € de subventions ont été versés pour l'acquisition de poulaillers (52 bénéficiaires) ;
- 10 nouveaux sites de compostage partagé ont été créés ;
- 12 300 gobelets réutilisables ont été loués (contre 10 100 en 2021) ;

- 359 composteurs individuels ont été distribués ;
- 53 manifestations et événements collectés : fêtes communales, foulées du Champigny, Marathon de la Loire, concours d'attelage, Grandes tablées, contre 21 en 2021 une 2e zone de gratuité a été inaugurée à Longué-Jumelles ;
- L'application Kyrielle a été mise en place. 6 216 utilisateurs l'ont utilisée à fin décembre (soit 6% de la population du territoire) pour 11 977 sessions ;
- 10 207 appels ont été recensés au standard ;
- 4 594 opérations de maintenance de bacs ont été effectuées (mise en place de bacs, réparations, changement de bacs cassés, volés...).

Partie 3. LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

1. PRINCIPAUX CHIFFRES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

En vue de donner une vue claire et synthétique de l'activité de la société et de son évolution, nous vous présenterons ci-après les chiffres les plus significatifs.

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2022 :

- Le **chiffre d'affaires H.T.** s'est élevé à **8 784 056 euros** contre 7 445 496 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 18 % ;
- Le total des **produits d'exploitation** s'élève à **8 852 226 euros** contre 7 670 356 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 15 % ;
- Les **charges d'exploitation** de l'exercice se sont élevées à **8 490 083 euros** contre 8 007 192 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 6 % ;
- Le **résultat d'exploitation** ressort à **362 142 euros** contre -336 836 euros au titre de l'exercice précédent ;
- Le montant de la masse salariale s'élève à **3 401 921 euros** contre 3 359 358 euros au titre de l'exercice précédent, soit une hausse de 1 %.

Compte tenu d'un **résultat financier** de **- 13 150 euros** contre - 12 308 euros au titre de l'exercice précédent, le **résultat courant avant impôt** de l'exercice ressort à **348 991 euros** contre - 349 144 euros pour l'exercice précédent.

Compte tenu des éléments ci-dessus, du **résultat exceptionnel** de **47 577 euros** contre 47 120 euros au titre de l'exercice précédent, **le résultat de l'exercice se solde par un bénéfice de 396 686 euros** contre une perte de 301 906 euros au titre de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2022, le total du **bilan** de la Société s'élevait à **3 792 221 euros** contre 3 999 154 euros pour l'exercice précédent, soit une baisse de 5 %.

L'actif immobilisé est de **2 352 265 euros** contre 2 747 490 euros pour l'exercice précédent soit une baisse de 14 %.

L'actif circulant est de **1 439 955 euros** contre 1 251 663 euros pour l'exercice précédent, soit une hausse de 15%.

Les **capitaux propres** sont de **786 683 euros** contre 401 976 €, soit une hausse de 95 %.

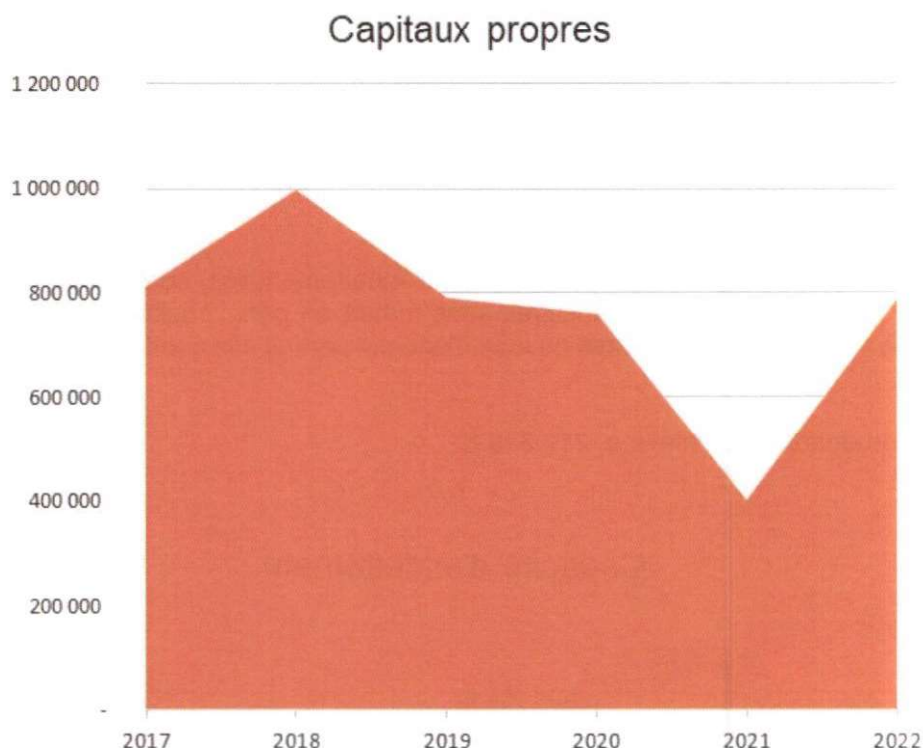
2. ANALYSE DU BILAN

2.1. DETAIL ACTIF - PASSIF

L'actif immobilisé est en baisse de 14% (2 352 265 € au 31/12/2022 contre 2 747 490 € au 31/12/2021). Cette baisse est liée aux amortissements des nombreux investissements qui ont eu lieu dès 2019 pour préparer la mise en place du nouveau contrat en 2020.

L'actif circulant est en hausse de 15% (1 439 956 € au 31/12/2021 contre 1 251 663 € au 31/12/2021). Cette hausse trouve son origine dans la reconstitution de la trésorerie de la société (724 154 € au 31/12/2022 contre 250 848 € au 31/12/2021).

Les capitaux propres de l'entreprise doublent quasiment (+95 %) du fait du bénéfice constaté sur l'exercice.



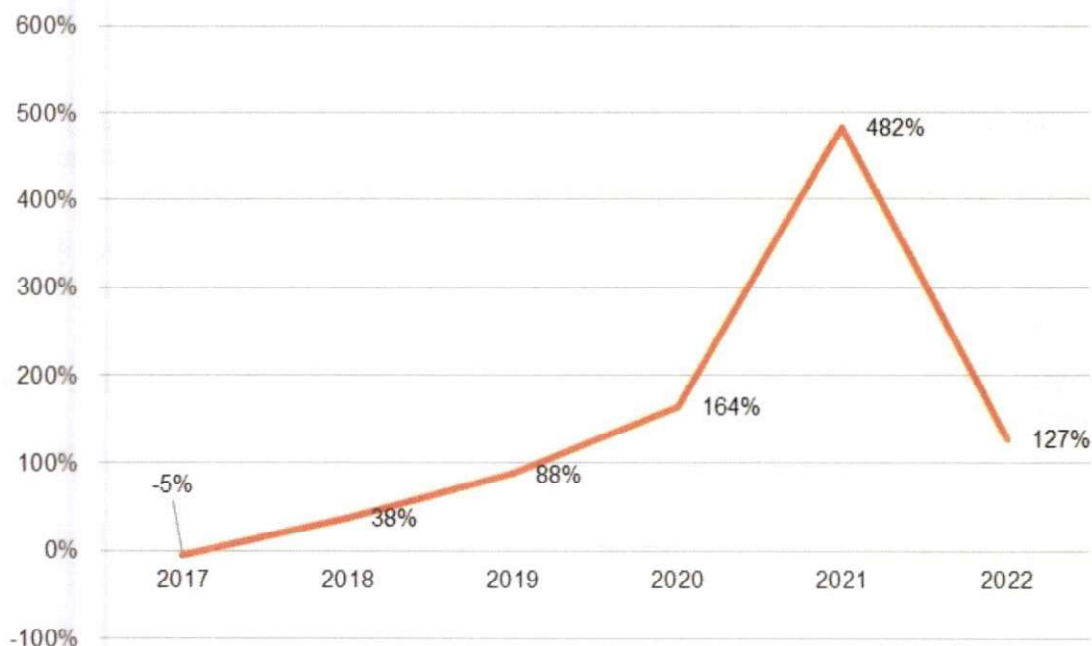
Enfin, la dette auprès des établissements de crédit diminue de 21%. Elle s'élève à 1 723 216 € contre 2 189 151 € au 31/12/2021.

Cette baisse s'explique par le fait qu'aucun nouveau crédit n'a été sollicité en 2022, et par le remboursement du capital des prêts en cours.

L'endettement net de la société décroît donc logiquement de moitié. Il bénéficie aussi de la hausse du niveau des disponibilités. Il s'élève 999 062 € contre 1 938 303 € au 31/12/2021.

Du fait de la forte hausse des capitaux propres, le taux d'endettement net (endettement net / capitaux propres) diminue également fortement au 31/12/2022. Il s'élève à 127% contre un taux d'endettement net de 482% au 31/12/2021.

Taux d'endettement net



La capacité d'endettement (capitaux propres – l'endettement net) correspond à la capacité à contracter de nouveaux emprunts bancaires sans mettre en péril l'équilibre financier et donc la rentabilité. Elle évolue de façon inverse au taux d'endettement et elle confirme le redressement de la société.

La capacité d'endettement, s'élève à -212 379 €.

Capacité d'endettement



2.2. PRINCIPAUX RATIOS DU BILAN

- Ratio Capitaux propres / endettement : 46% (18% en 2021)
- Ratio d'autonomie financière (Capitaux propres / Total du bilan) : 21% (10% en 2021) ;
- Ratio de couverture des emplois stables (Capitaux permanents / Actif immobilisé) : 107% (94% en 2021) ;
- Ratio de vétusté : 45% (55% en 2021).

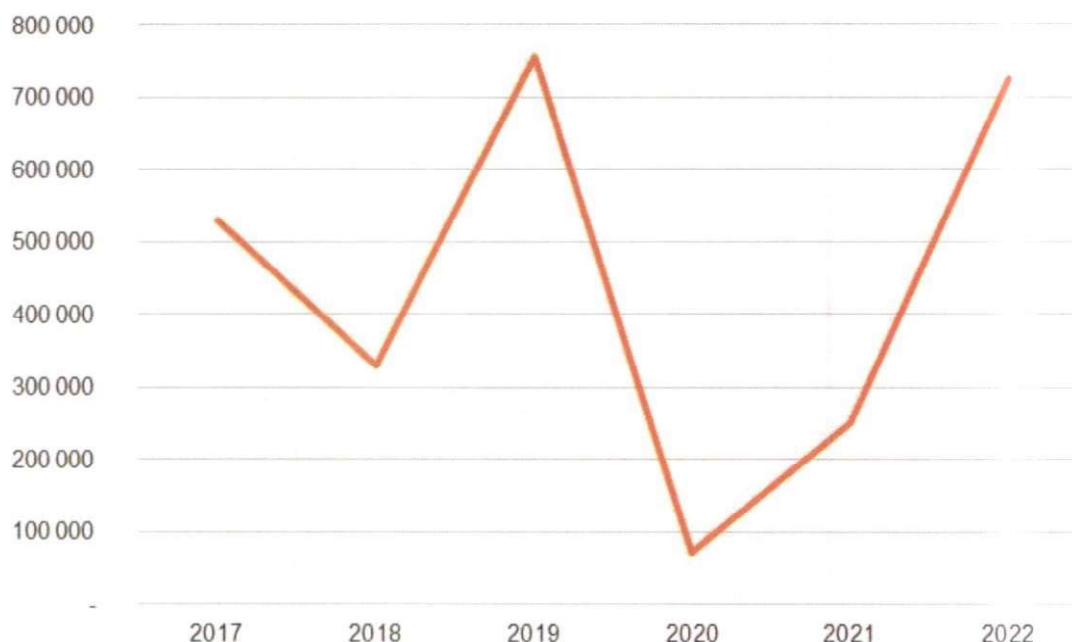
Globalement, on constate une forte amélioration des principaux ratios du bilan, lié à l'exercice bénéficiaire, et à la diminution de l'endettement de la société.

2.3. SITUATION DE LA TRESORERIE

La situation de trésorerie s'est améliorée en 2022, pour deux raisons essentielles :

- La mise en place d'un avenant au contrat de quasi-régie, qui a facilité les modalités de versement de la rémunération versée par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire (la SPL Saumur Agglopropreté est ainsi rémunérée par avance des prestations de service qu'elle exécute trimestriellement) ;
- L'amélioration des résultats de la société.

Trésorerie au 31 décembre



3. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Le résultat 2022 renoue avec les bénéfices (+396 k€), ce qui permet :

- Une reconstitution des fonds propres ;
- Et une reconstitution de la trésorerie ;
- Dans un contexte de hausse des coûts des matières premières et des prestations.

	EXERCICE 2021	EXERCICE 2022	Evolution 2022 vs 2021
Produits d'exploitation	7 670 357 €	8 852 227 €	15,4%
Chiffre d'affaires	7 445 497 €	8 784 057 €	18,0%
Subvention d'exploitation	156 554 €	7 000 €	-95,5%
Transfert de charges	68 300 €	61 141 €	-10,5%
Autres produits	6 €	29 €	369,4%
Charges d'exploitation	8 007 192 €	8 490 083 €	6,0%
Achat de marchandises	42 259 €	23 249 €	-45,0%
Achat de matières premières	25 154 €	52 568 €	109,0%
Autres achats - charges externes	3 931 475 €	4 393 598 €	11,8%
Impôts et taxes	85 105 €	42 478 €	-50,1%
Salaires et traitements	2 405 617 €	2 424 565 €	0,8%
Charges sociales	953 741 €	977 356 €	2,5%
Dotation amortissement	561 486 €	556 663 €	-0,9%
Autres dotations	- €	18 741 €	
Autres charges	2 356 €	865 €	-63,3%
Résultat d'exploitation	- 336 836 €	362 143 €	
Produits financiers	- €	- €	#DIV/0!
Charges financières	12 308 €	13 151 €	6,8%
Résultat financier	- 12 308 €	- 13 151 €	6,8%
Résultat courant avant impôt	- 349 144 €	348 993 €	-200,0%
Produits exceptionnels	57 755 €	75 002 €	29,9%
Charges exceptionnelles	10 635 €	27 425 €	157,9%
Résultat exceptionnel	47 120 €	47 577 €	1,0%
Impôts sur les sociétés	- 117 €	- 117 €	0,0%
Résultat de l'exercice	- 301 907 €	396 686 €	

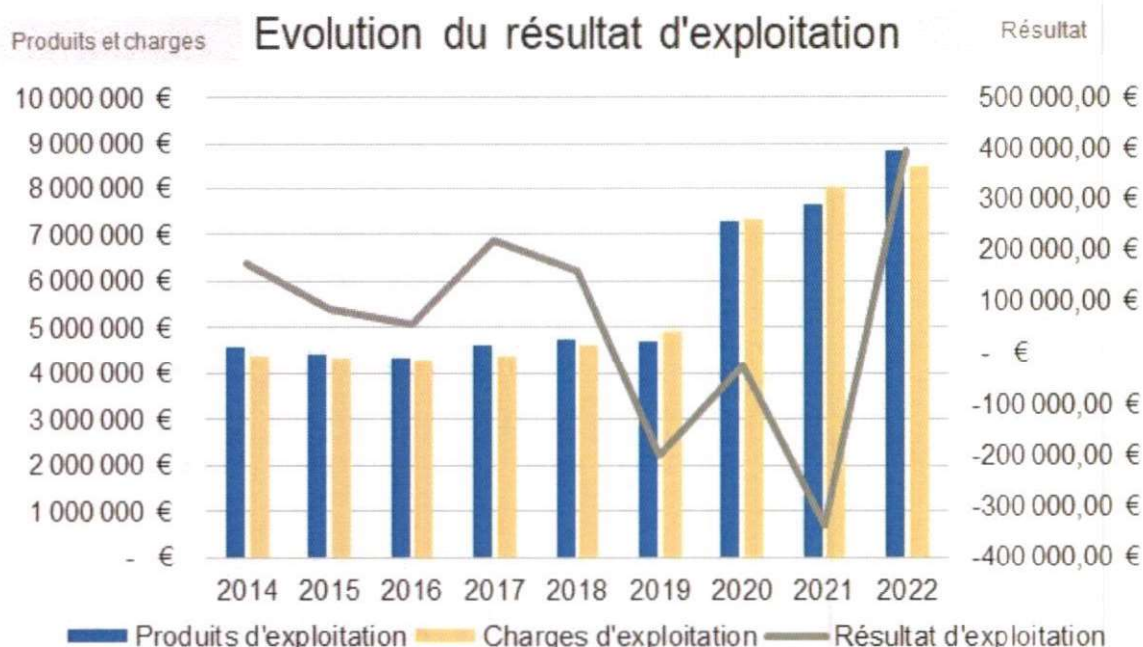
Les charges d'exploitation sont en hausse de 6% seulement par rapport à 2021 (à mettre en parallèle avec la hausse du périmètre de 25%).

Plusieurs éléments expliquent ces bons résultats :

- Une baisse des tonnages collectés, notamment en déchèterie (lié à un effet conjoncturel mais aussi aux efforts réalisés pour mieux gérer les apports des professionnels) ;
- L'optimisation des circuits mise en place ;
- Les efforts fait concernant la masse salariale, qui est équivalente à 2021, malgré l'augmentation du périmètre ;
- La revalorisation de la rémunération versée par la CASVL, qui compense la hausse des coûts de manière générale.

3.1. LE RESULTAT D'EXPLOITATION

A. ÉVOLUTION GLOBALE



L'évolution des produits et charges d'exploitation reflète la croissance de la SPL Saumur Agglopropreté, qui intervient en 2020 sur un périmètre plus large.

B. LES PRODUITS D'EXPLOITATION

Les produits d'exploitation sont de différents ordres :

- la redevance forfaitaire versée par la Communauté d'agglomération pour l'exécution du service ;
- les recettes de vente de ferraille ;
- le produit de ventes (composteurs), les prestations diverses, les dépôts des communes et des professionnels en déchèterie et les refacturations de frais entre Saumur Agglopropreté et la SémA-E ;
- divers produits, comptabilisés en dehors du chiffre d'affaires, dont les subventions, le remboursement de la TICPE, les remboursements d'arrêt maladie

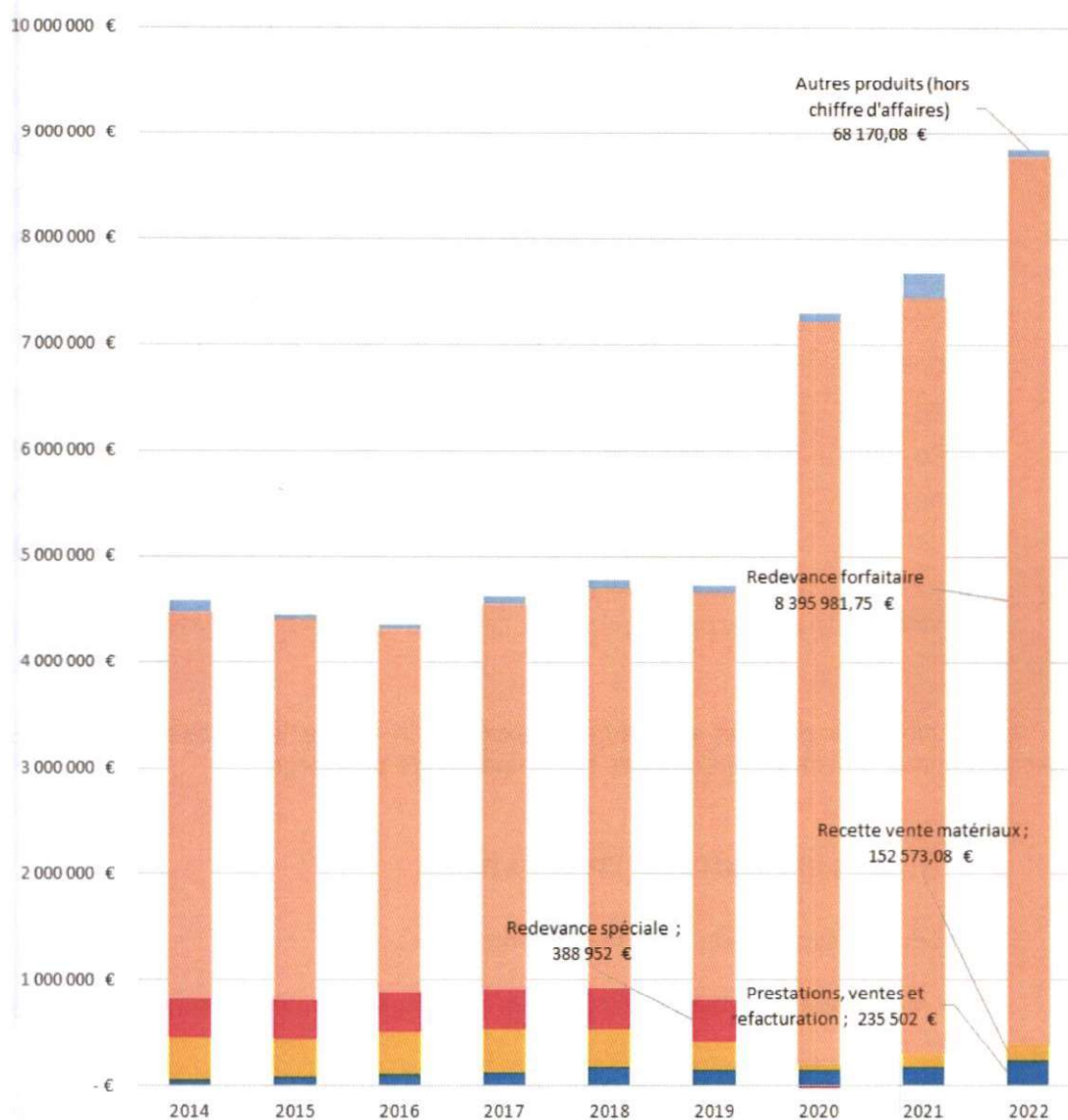
Le montant de la redevance versée par la Communauté d'agglomération évolue en 2022, et reflète l'augmentation du périmètre d'intervention de la SPL Saumur Agglopropreté avec l'intégration du secteur Ouest.

Les recettes liées à la vente de matériaux augmentent encore en 2022 (+24 %), portées par la renégociation régulière des ventes de ferraille.

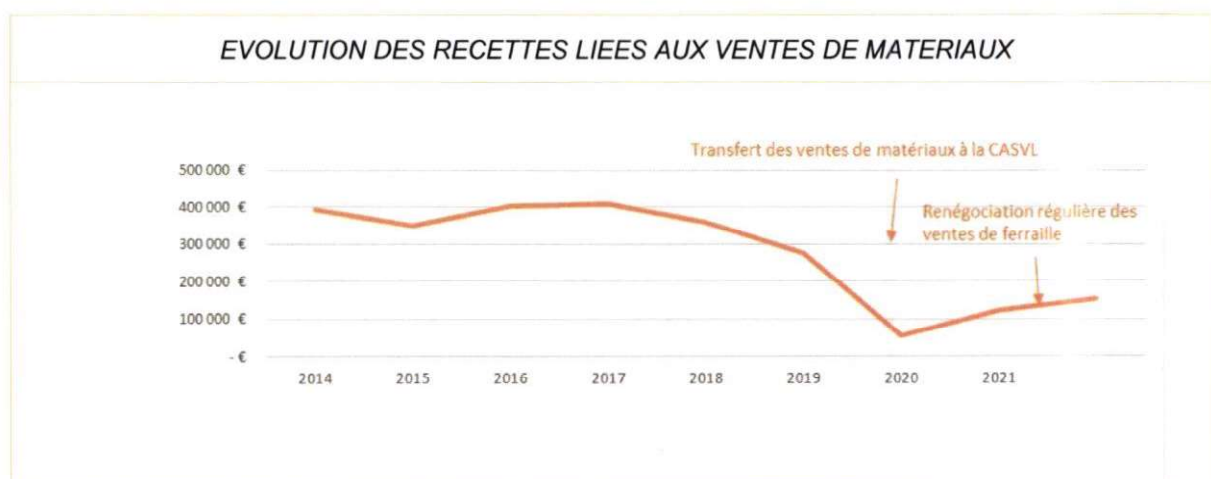
La facturation de la redevance spéciale est, depuis l'exercice 2020, comptabilisé de manière différente. La SPL Saumur Agglopropreté procède à l'élaboration des contrats et à la facturation pour le compte de la communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. La redevance spéciale n'entre donc plus dans les produits d'exploitation de la société.

De même, de nombreuses ventes de matériaux sont réalisées directement par la Communauté d'Agglomération depuis 2020.

Répartition des produits d'exploitation



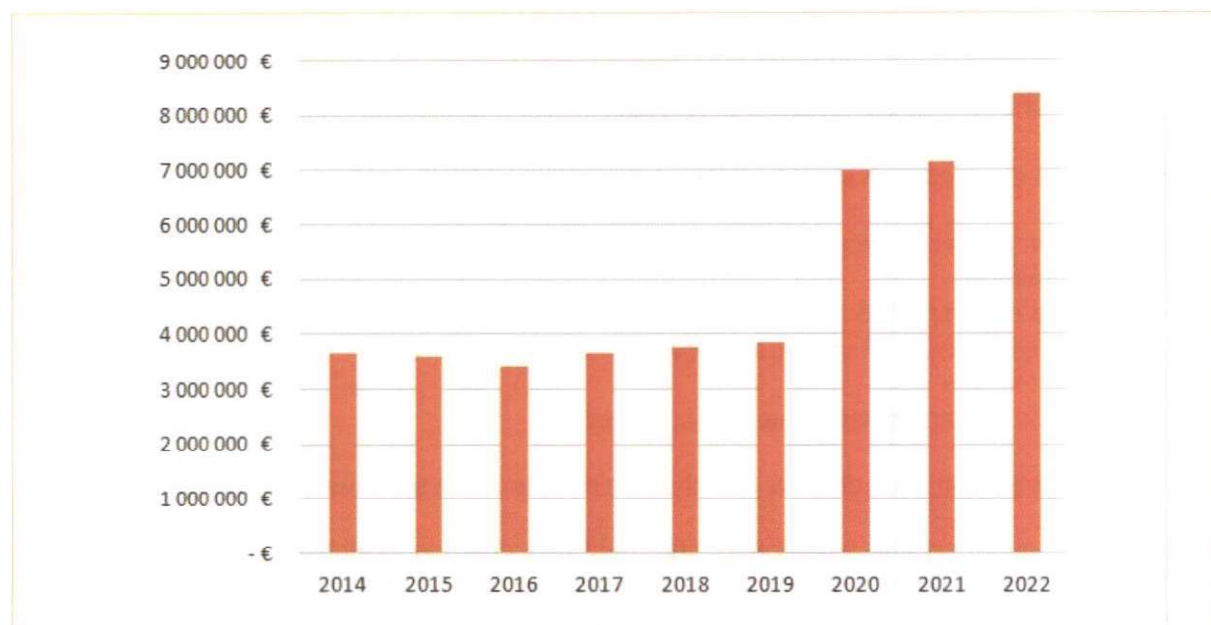
Le graphique ci-dessous présente les variations des recettes liées à la vente de matériaux.



a. ZOOM SUR LA REDEVANCE VERSEE PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Le montant versé par la Communauté d'agglomération mensuellement est déterminé dans le contrat de quasi-régie et est revu trimestriellement par le biais d'indices.

L'évolution de celle-ci en 2022 (+18%) est à mettre en parallèle avec l'augmentation du périmètre d'intervention de la SPL Saumur Agglopropreté (+25%).



Le graphique suivant présente l'évolution des indices depuis la mise en place du nouveau contrat de quasi-régie. Les indices suivent notamment l'évolution des salaires dans les métiers de déchets et du carburant.

EVOLUTION DES INDICES POUR LE CONTRAT DE QUASI-REGIE



En 2022, un avenant n°5 au contrat de quasi-régie pour l'exploitation et l'animation du service de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire a été signé. Il porte sur la mise en place d'une indexation de la rémunération versée par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire.

C. LES CHARGES D'EXPLOITATION

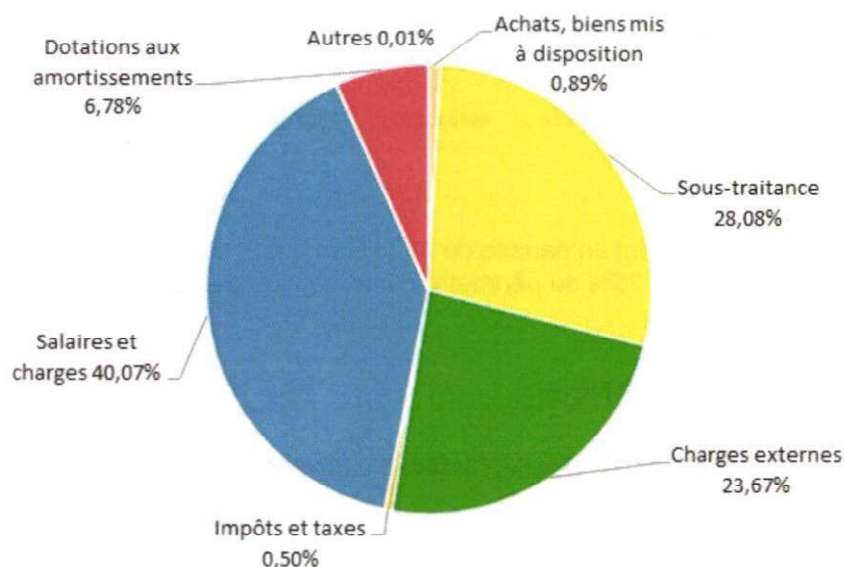
Les charges d'exploitation sont de différents ordres :

- achat de biens mis ensuite à disposition des usagers (composteurs, sacs jaunes, bacs)
- sous-traitance
- charges externes diverses (exploitation ou fonctionnement de la structure)
- salaires, traitement et charges sociales
- impôts et taxes
- dotations aux amortissements et aux provisions.

Proportionnellement, plus de 40% des charges d'exploitation sont liées à la masse salariale.

Environ un quart est liée à la sous-traitance et aux charges externes, comme le montre le graphique ci-dessous. Les dotations aux amortissements et aux provisions représentent le 4^e poste de dépenses. Les autres coûts sont relativement faibles (achats et bien mis à disposition, impôts et taxes).

REPARTITION DES CHARGES D'EXPLOITATION PAR CATEGORIE

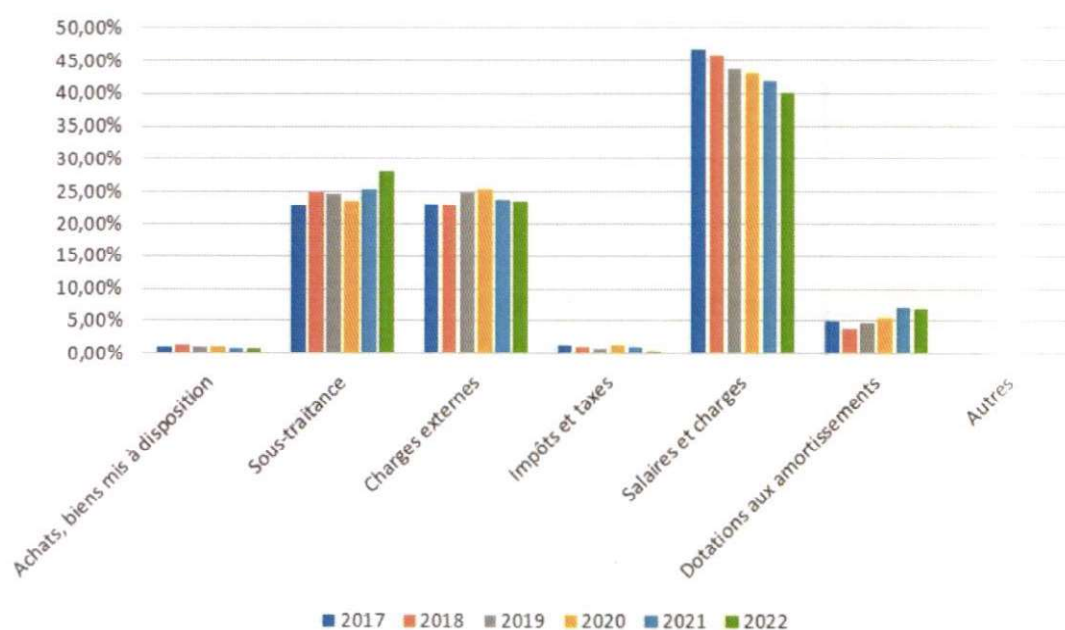


Le graphique suivant montre que cette proportion est sensiblement la même au fil des ans.

On constate toutefois :

- Une baisse régulière du poids de la masse salariale, qui s'accroît en 2022 avec les efforts d'optimisation ;
- Une augmentation de la sous-traitance avec l'externalisation des collectes en porte-à-porte et de gestion du bas de quai des déchèteries sur le secteur Ouest.

EVOLUTION DES CHARGES D'EXPLOITATION

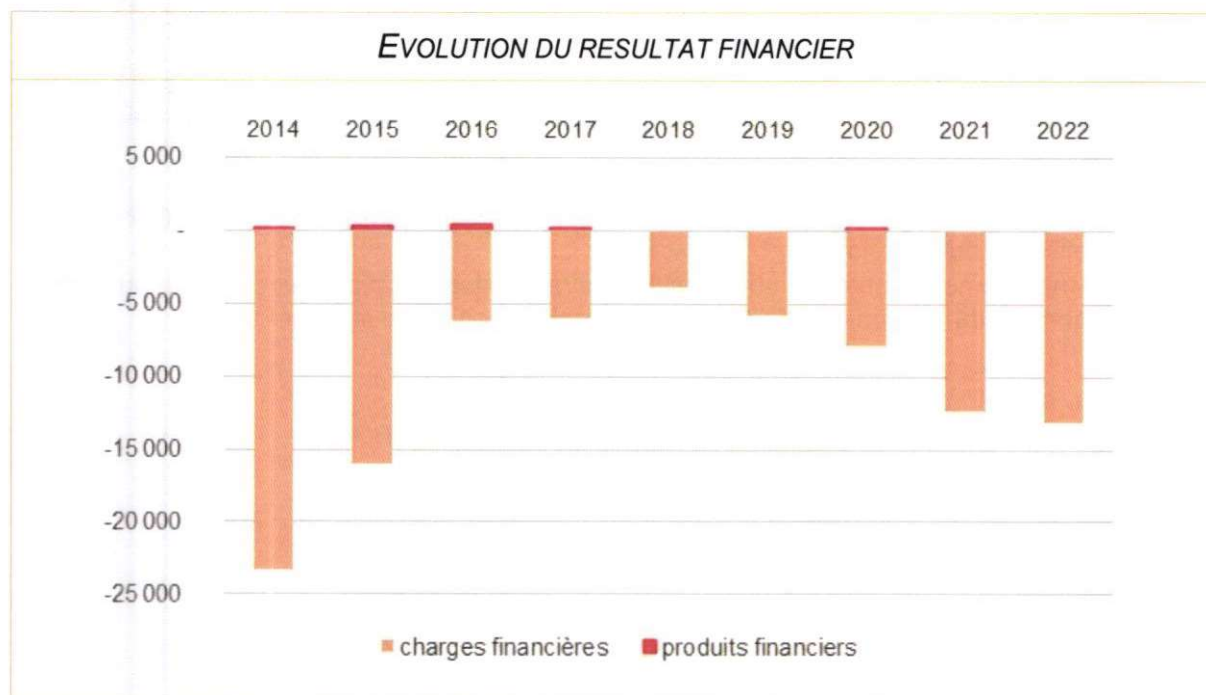


	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution 2022 vs 2021	
Achats, biens mis à disposition	47 532,17 €	56 530,03 €	49 885,27 €	85 170,81 €	67 412,25 €	75 817,65 €	8 405,40 €	9,9%
Sous-traitance	1 007 739,16 €	1 152 508,95 €	1 214 268,05 €	1 731 005,39 €	2 031 864,09 €	2 384 262,67 €	352 398,58 €	20,4%
Charges externes	1 013 047,62 €	1 055 323,26 €	1 224 081,40 €	1 855 651,10 €	1 899 610,52 €	2 009 335,39 €	109 724,87 €	5,9%
Impôts et taxes	56 797,40 €	50 721,45 €	46 784,72 €	90 847,30 €	85 105,35 €	42 478,12 €	-42 627,23 €	-46,9%
Salaires et charges	2 054 140,61 €	2 113 942,01 €	2 146 135,32 €	3 152 300,74 €	3 359 358,43 €	3 401 921,48 €	42 563,05 €	1,4%
Dotations aux amortissements	222 935,15 €	180 031,36 €	233 923,41 €	405 583,31 €	561 486,25 €	575 403,54 €	13 917,29 €	3,4%
Autres	1 062,20 €	273,87 €	122,92 €	1 444,40 €	2 355,51 €	865,14 €	-1 490,37 €	-103,2%
Total charges	4 403 254,31 €	4 609 330,93 €	4 915 201,09 €	7 322 003,05 €	8 007 192,40 €	8 490 083,99 €	482 891,59 €	6,6%

Les charges d'exploitation sont en hausse de 482 k€ en 2022, ce qui représente une hausse de 6%, à rapporter à la hausse de 25% du périmètre d'intervention de Saumur Agglopropreté.

3.2. LE RESULTAT FINANCIER

On constate un résultat financier négatif, du fait de l'absence de produits financiers et de l'existence d'intérêts d'emprunt.



Le résultat financier s'élève en 2021 à – 13 151 €.

4. LE CALCUL DE L'IMPOSITION DE LA SOCIETE

Montant de l'impôt dû au titre de l'exercice avant imputation de la réduction d'impôt	0 €
Montant de la réduction d'impôt mécénat	- 117 €
Total	- 117 €

Le niveau d'imposition de la société est négatif en 2022.

En effet, outre les crédits d'impôts liés au mécénat, la structure ne sera pas redevable de l'impôt sur la société du fait du cumul des pertes constatées lors des exercices précédents.

5. INFORMATIONS SUR LE SOLDE DES DETTES FOURNISSEURS DE L'EXERCICE

Article D. 441 I, 1° du Code de commerce : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 A 30 JOURS	31 A 60 JOURS	61 A 90 JOURS	91 JOURS ET PLUS
Montant total TTC des factures concernées	552 965 €	66 549 €	23 992 €	7 764 €

Article D. 441 I, 2° du Code de commerce : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 A 30 JOURS	31 A 60 JOURS	61 A 90 JOURS	91 JOURS ET PLUS
Montant total TTC des factures concernées	49 776 €	1 126 €	143 €	1 183 €

6. DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Aucun dividende n'a été versé lors des 3 derniers exercices.

7. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

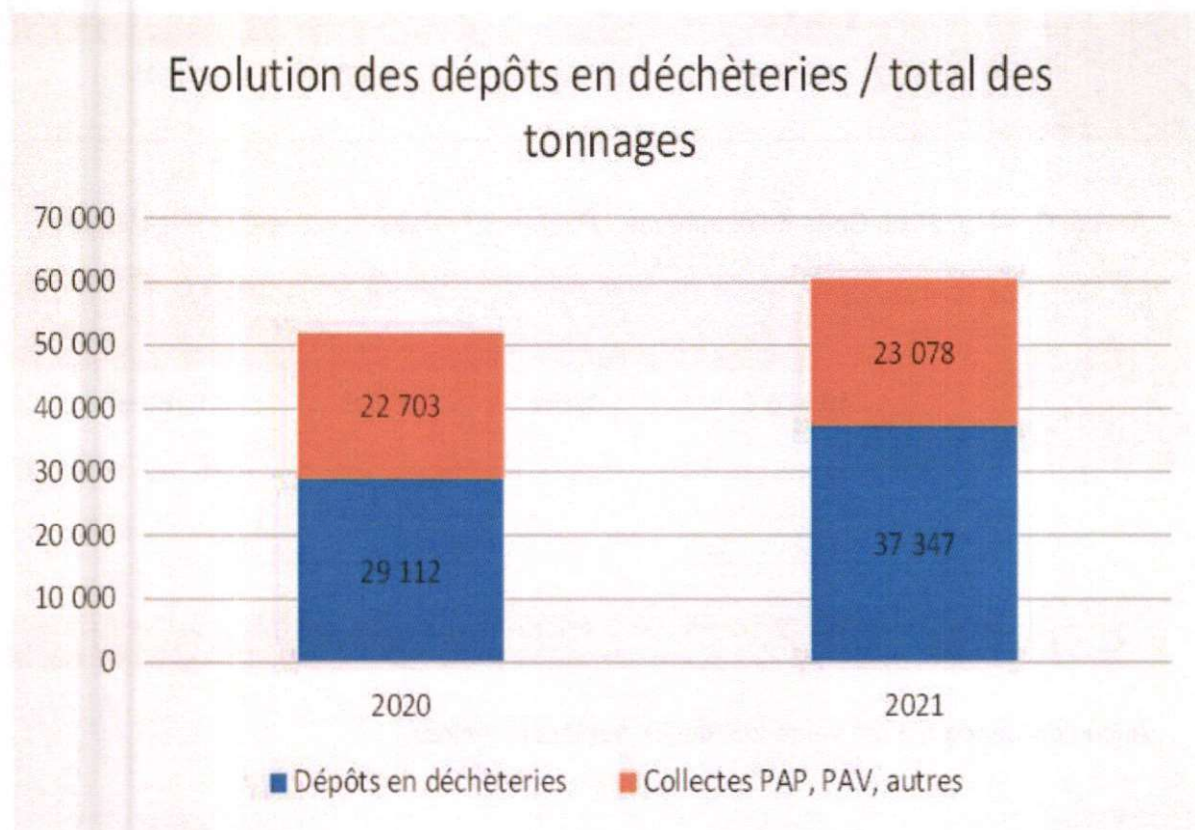
Sans objet

8. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Saumur Agglopropreté a été mandatée dès 2019 pour travailler sur la préparation de la mise en place du nouveau contrat de gestion des déchets avec l'Agglomération, au 1^{er} janvier 2020, dans un contexte d'élargissement du périmètre 2020.

Cette évolution dans les missions de la société a généré des charges exceptionnelles, des investissements substantiels, et un recours important à l'endettement, qui ont dégradé sensiblement les ratios bilantiels. Le budget 2021 prévoyait un résultat en perte.

Ce changement de dimension important a été rendu encore plus complexe et plus incertain avec l'arrivée d'une crise sanitaire sans précédent en cours d'année 2020. En 2021, au terme d'une année à peu près « normale », les tonnages collectés, notamment en déchèteries, ont explosé :



Ces différents éléments ont été à l'origine d'un résultat dégradé avec une perte s'élevant pour l'exercice 2021 à 301 906 €.

L'endettement a continué à s'accroître, et les ratios bilantiels à se dégrader. Les fonds propres ne couvraient plus que 15 jours d'activité.

Cette situation a conduit la Direction et le Conseil d'Administration à travailler sur un plan d'actions dès la mi-année 2021. Celui-ci s'est précisé et accentué à l'arrivée du nouveau Directeur général.

Ce plan d'actions a visé à se recentrer sur le cœur de métier, faire des économies sur les charges générales, et trouver des pistes d'optimisation dans les activités de la SPL Saumur Agglopropreté.

L'objectif était de retrouver l'équilibre financier en 2022 et de reconstituer progressivement le niveau des fonds propres pour aborder sereinement les prochaines années.

Les résultats obtenus ont été supérieurs aux attentes.

En effet, alors que le périmètre d'intervention de la SPL Saumur Agglopropreté a augmenté de 25%, et dans un contexte inflationniste sans précédent depuis plusieurs décennies :

- Les charges d'exploitation ont augmenté de 6% ;
- Plus spécifiquement, la sous-traitance a augmenté de 20% ;
- La masse salariale a augmenté de 1% ;
- Les volumes de déchets collectés ont augmenté de 11%.

L'année 2022 s'est achevée sur un bénéfice de 396 686 €. La situation financière s'est redressée :

- Doublement des capitaux propres à 786 k€ contre 401 k€ un an plus tôt ;
- Baisse du taux d'endettement à 127% contre 482% un an plus tôt ;

Par ailleurs, la problématique de la trésorerie a été traitée spécifiquement (avenant n°5 au contrat de quasi-régie).

La SPL Saumur Agglopropreté va désormais atteindre un niveau d'activité de croisière avec la stabilisation de son périmètre d'intervention.

L'objectif est de continuer à rendre le meilleur service possible, tout en garantissant le meilleur rapport qualité / prix à la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire et en gardant une situation financière solide pour la société.

Partie 4. Engagements de la collectivité au sein de la SPL Saumur Agglopropreté

1 CAPITAL SOUSCRIT

Le capital souscrit par la ville de Saumur s'élève à 20 000 €. Il est réparti en 20 actions d'une valeur de 1 000 € chacune.

2 AVANCE EN COMPTE COURANT D'ASSOCIE

La Ville de Saumur n'a pas concédé d'avance en compte courant d'associé à la SPL.

3 GARANTIE D'EMPRUNT

Néant

4 LES CONVENTIONS ET CONTRATS

Le contrat de quasi-régie prévoit, dans les missions de la SPL Saumur Agglopropreté, le ramassage des déchets cartons des professionnels, en porte-à-porte, tous les vendredis matin dans l'hypercentre de Saumur.

Les modalités de collecte ne convenaient pas à la ville de Saumur, pour des raisons de salubrité, de pollution visuelle (les cartons étaient sortis par les professionnels la veille) et de prévention des risques d'incendie.

La ville de Saumur et la SPL Saumur Agglopropreté ont donc défini de nouvelles modalités de ramassage pour résoudre ces problèmes en 2021.

Partie 5. Apports de la SPL à la collectivité

La création de la SPL a permis à la collectivité de se doter d'un outil pour la gestion de son service déchets ménagers et pour la propreté, qui présente de nombreux intérêts pour la collectivité.

1 Rappel : présentation de l'outil SPL

EPL = Entreprises publiques locales		
Entreprises	Publiques	Locales
Les EPL sont des sociétés anonymes régies pour l'essentiel par le Code de commerce. Ce statut est gage de souplesse, de réactivité et de transparence pour les collectivités locales à la fois actionnaires et clientes. Dans les Sem, les actionnaires privés apportent leur savoir-faire et contribuent au management de l'entreprise. Comme toutes les entreprises, les EPL recherchent la satisfaction du client, la performance de gestion, la création de résultats ainsi que la motivation de ses salariés et actionnaires.	<p>Les EPL interviennent dans le cadre des compétences des collectivités locales et se voient ainsi confier la réalisation ou la gestion de multiples missions et services d'intérêt public. Le capital des EPL est majoritairement ou exclusivement détenu par les collectivités locales.</p> <p>Une telle maîtrise est pour ces dernières l'assurance que les EPL intégreront pleinement leurs orientations stratégiques et politiques.</p>	L'une des principales forces des Epl réside dans la connaissance du territoire dans lequel elles sont enracinées. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises in délocalisables.

La performance

Les SPL proposent une véritable gestion d'entreprise, source de performance, de réactivité et de souplesse. Leurs salariés relèvent du droit privé de même que leur comptabilité. Satisfaction du client, recherche de la rentabilité, rapidité des circuits de décision, adéquation constante des moyens aux objectifs de l'entreprise, sont les autres véritables plus apportés par les SPL à la gestion publique locale.

L'ancrage territorial

Les SPL sont des entreprises localement enracinées et dédiées à l'attractivité, au développement et à la cohésion des territoires de leurs actionnaires publics. Elles apportent des solutions adaptées aux enjeux locaux, privilégient les ressources locales, créent des emplois de proximité durables et sont des entreprises non délocalisables.

La transparence

Les SPL se caractérisent également par la transparence de leur gestion. Ce sont des sociétés très contrôlées, cumulant des contrôles internes (contrôle analogue) et externes à la fois publics (par exemple : Chambre régionale des comptes) et privés (par exemple : Services fiscaux).

La priorité donnée à l'intérêt général et aux citoyens

Si les SPL doivent s'inscrire dans une logique de performance, celle-ci n'est pas guidée par une recherche exclusive de profits. Dans une EPL, l'intérêt général et celui des citoyens priment sur les intérêts purement financiers.

Souplesse dans la contractualisation juridique

La SPL constitue un « prestataire privé à actionnaires publics ». La Collectivité peut s'adresser librement sans mise en concurrence à une SPL pour des prestations ou des missions classiquement définies comme des marchés publics.

L'absence de telles procédures est synonyme d'un gain de temps et d'argent non négligeable dans la conduite des projets. Pour une ville de plus de 150 000 habitants, on évalue entre 70 000 et 100 000 euros le coût par projet urbain des appels d'offres dont les SPL permettent de se dispenser. Le gain de temps est lui estimé entre 3 et 6 mois pour chaque projet (source : Fédération des EPL).

Evolutivité : Au fil du temps, les projets et missions confiés peuvent évoluer sans que cela n'affecte la nature et le régime de ces relations contractuelles

Par ailleurs, la SPL Saumur Agglopropreté a permis d'apporter à la collectivité un **outil financier**. En effet, les résultats des exercices avant 2018 ont été positifs et ont contribué à renforcer les fonds propres de la société (ceux-ci s'élevaient à 783 k€ au 31/12/2018). Cette solidité financière signifiait une capacité accrue à investir, une capacité à anticiper et à préparer les projets en amont (exemple : investissements en véhicules, conteneurisation du secteur Nord dès 2019), mais aussi une capacité à résister à des crises majeures et à leurs conséquences financières (exemple : crise sanitaire du Covid-19).

Cette souplesse a notamment permis de préparer et d'anticiper le nouveau contrat de quasi-régie avec la CASVL, en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2020 :

- communication avec les élus, réunions publiques d'information avec les usagers ;
- programmation en amont des investissements nécessaires (investissements en véhicules, conteneurisation du secteur Nord dès 2019) ;
- préparation opérationnelle : recrutements, prestations d'intérim, organisation des tournées,

Au 31 décembre 2021, les fonds propres ont diminué et s'élevaient à 401 k€. Ceux-ci ont été reconstitué en 2022, grâce à la mise en place d'un plan d'actions aboutissant à un bénéfice de 396 k€.

2 LES SERVICES RENDUS A LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

La SPL assure principalement la gestion des déchets pour la communauté d'agglomération.

Elle a aussi en charge des contrats de propreté pour les zones d'activités.

Elle assure aussi la gestion des déchets dans diverses manifestations organisées par l'EPCI ou ses satellites (Anjou Vélo Vintage) mais aussi pour certains services de la collectivité (ex. service gens du voyage).

Partie 6. Exercice du mandat d'administrateur

1. LES REPRESENTANTS DE LA CASVL AU SEIN DE LA SPL

Pour rappel, la société est gérée par un Conseil d'administration, où siègent 10 administrateurs, dont 8 sont les représentants de la Communauté d'Agglomération.

Les représentants de la Communauté d'agglomération sont les suivants :

- Madame Sylvie BEILLARD
- Monsieur Jackie GOULET
- Madame Nicole MOISY
- Monsieur Grégory PIERRE
- Monsieur Gérard POLICE
- Madame Sylvie PRISSET
- Monsieur Christian RUAULT
- Madame Jacqueline TARDIVEL

M. Gérard POLICE a été élu Président du Conseil d'Administration le 10 septembre 2020.

La Communauté d'Agglomération détient 80 % des actions et est représentée à l'Assemblée générale par M. Christian RUAULT.

2. FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2022, 6 conseils d'administration ont eu lieu.

Le 6 janvier 2022, consacré essentiellement à la fixation de la rémunération du Directeur général et à la stratégie de la société à moyen terme, et de la feuille de route.

Le 15 mars 2022, consacré essentiellement à un point sur la mise en place de la feuille de route.

Le 10 mai 2022, consacré essentiellement à :

- à la validation de l'avenant n°4 au contrat de quasi-régie pour l'exploitation et l'animation du service de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant sur le remboursement par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire de la prestation de tri des emballages supportée par la SPL Saumur Aggloproprete du fait du retard de l'ouverture du centre de tri Trivalor ;
- à la validation du projet de rapport de gestion ;
- à l'arrêté des comptes 2021.

Le 27 septembre 2022, consacré essentiellement à :

- à la validation de l'avenant n°5 au contrat de quasi-régie pour l'exploitation et l'animation du service de gestion des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire portant sur la mise en place d'une indexation de la rémunération versée par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;
- à la présentation d'un point financier au 30 juin.

Le 7 novembre 2022, consacré essentiellement à un point d'actualité juridique, opérationnel et financier (tendance financière à la fin de l'année), à la présentation d'une première version de budget 2023.

Le 13 décembre 2022, consacré essentiellement au vote du budget 2023.

Par ailleurs, un point sur les marchés (demande d'autorisation pour le lancement et information sur les conditions d'attribution : montants et candidats retenus) a été réalisé régulièrement pendant l'année à l'occasion de plusieurs Conseils d'Administration.

3. ASSEMBLEE GENERALE

L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 24 juin 2022.

L'ordre du jour a été le suivant :

- Approbation des comptes 2021
- Affectation du résultat
- Approbation des conventions réglementées et du rapport spécial du CAC sur les conventions règlementées
- Formalités et pouvoirs
- Questions diverses